

Minister of Industry,
Science and Technology and
Minister for International Trade



Ministre de l'Industrie, des
Sciences et de la Technologie et
ministre du Commerce extérieur

Statement

Déclaration

91/44

**NOTES POUR UNE ALLOCUTION DE
L'HONORABLE MICHAEL H. WILSON,
MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DES SCIENCES
ET DE LA TECHNOLOGIE
ET MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR,
PRONONCÉE À L'INTENTION DES MEMBRES DE
L'ASSOCIATION DES INDUSTRIES AÉROSPATIALES
DU CANADA**

**HALIFAX (Nouvelle-Écosse)
Le 30 septembre 1991**

Je vous remercie de cette aimable présentation et, mesdames et messieurs, de cette occasion d'exposer mon point de vue sur le thème de la réunion annuelle de votre association, « L'innovation, clé de la prospérité ».

J'aimerais parler du rôle de l'innovation au sein de votre industrie. J'aimerais aussi obtenir votre appui pour une initiative visant à favoriser l'innovation dans toute l'économie canadienne et à assurer la prospérité de tous les Canadiens.

L'innovation est chose commune dans l'industrie de l'aérospatiale.

Votre compétence à mettre au point des technologies et à les intégrer aux conceptions nouvelles a été un facteur clé de votre compétitivité. Toute industrie déclarant chaque année des ventes de matériel de six milliards de dollars occupe une place importante pour la compétitivité générale de l'économie globale du Canada.

Les membres de l'industrie de l'aérospatiale, qui exporte quelque 70 p. 100 de ses ventes totales, savent mieux que quiconque que le Canada dépend de son commerce. Pour cette raison, les exigences d'une vive concurrence sur les marchés mondiaux ne vous sont pas inconnues.

Votre talent à développer des produits est reconnu à l'échelle mondiale, et nous avons travaillé ensemble d'arrache-pied pour établir cette réputation.

Le développement de produits effectué par les entreprises canadiennes, la recherche et développement (R-D) appuyée par le gouvernement, les audacieux programmes d'échanges de technologie et les compétences des ingénieurs et des gestionnaires canadiens, voilà autant de facteurs qui caractérisent cette industrie qui fournit 64 000 emplois aux Canadiens.

Vous êtes un modèle en matière d'adoption de technologies de fabrication de pointe. L'utilisation que vous faites des systèmes et des techniques de fabrication modernes, qui permettent de réduire les coûts, a donné l'exemple à d'autres secteurs.

Il n'est pas besoin d'aller bien loin pour constater les fruits de vos efforts en matière d'innovation.

L'usine de Pratt and Whitney dans le parc industriel Aerotech, que je visiterai cet après-midi, est certes l'une des plus modernes au monde. Elle est équipée de matériel ultra-moderne permettant d'usiner des turbines par CAO/FAO et dispose d'autre matériel de pointe.

L'application de nouvelles technologies n'est pas le seul domaine dans lequel les entreprises innovent. Elles trouvent aussi des

façons novatrices d'intéresser leurs employés à leur travail et de prendre des mesures visant la gestion totale de la qualité, un concept appuyé par votre association et par Industrie, Sciences et Technologie Canada (ISTC).

L'innovation caractérise également les échanges ingénieux entre les entreprises et la Technical University of Nova Scotia.

Elle va au-delà de la simple technologie ou de l'utilisation créative de capitaux.

Elle doit caractériser l'ensemble des activités commerciales :

- * le perfectionnement des ressources humaines;
- * la commercialisation;
- * le contrôle des stocks;
- * la création de partenariats, d'entreprises en participation et d'activités de R-D menées en collaboration;
- * la recherche de nouvelles façons de trouver des capitaux et de faire fructifier l'investissement.

Les succès remportés par l'industrie canadienne de l'aérospatiale sont nombreux, comme en témoigne l'usine de Bell Helicopter Textron située à Mirabel. Le président de la société, M. Lloyd Shoppa, aime raconter l'histoire sur la façon dont il faisait visiter l'usine à une délégation de Mitsui. A l'issue de la visite, un des cadres supérieurs de la société japonaise lui confia : « Nous sommes très impressionnés par ces installations. Nous n'avons rien de comparable au Japon. »

Et je pourrais vous citer bien d'autres cas de ce genre, mais nous ne sommes pas ici pour nous lancer mutuellement des fleurs.

L'aérospatiale fait face à de nombreux défis. Voyons ce que nous pouvons faire pour les relever.

Je sais que le climat d'investissement vous préoccupe. Et que la concurrence mondiale au sein de cette industrie vous préoccupe.

Je partage vos inquiétudes et au cours de la journée, je rencontrerai votre conseil d'administration pour discuter de vos préoccupations. Nous aborderons notamment les points suivants :

- * le rôle du gouvernement dans le Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense;
- * le budget fédéral au poste des achats militaires;

- * le crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental;
- * l'élaboration de politiques concernant le financement de l'innovation.

Je peux déjà affirmer que nous partageons certaines valeurs fondamentales quand nous abordons ces questions.

Nous convenons, par exemple, du fait que l'industrie doit assumer elle-même sa viabilité financière. Nous reconnaissons tous que l'aérospatiale déploie des efforts importants pour demeurer concurrentielle.

Personne n'oserait nier que cette industrie internationale est fortement subventionnée par les gouvernements. Pour sa part, le gouvernement du Canada doit donc continuer à jouer un rôle important pour que le pays conserve sa place au niveau international.

J'espère que nous pourrons, en abordant les principales préoccupations de votre industrie, discuter des défis auxquels fera face toute l'économie canadienne au cours des prochaines années.

Ces défis influent sur votre capacité de soutenir la concurrence. Ils sont liés à votre capacité de trouver des employés qualifiés et d'établir des consortiums de recherche. Ils sont indissociables de votre capacité de pénétrer sur les marchés internationaux et de trouver des capitaux pour financer l'expansion de vos usines.

Ces défis touchent toutes les industries canadiennes.

Permettez-moi d'en discuter à la lumière des conclusions du *World Competitiveness Report*, publié par le Forum économique mondial, organisme dont le siège est à Genève et qui classe, chaque année, les 24 pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) en fonction de leur compétitivité sur les marchés mondiaux.

En 1984, avant que le programme fédéral *Pour un renouveau économique* ne commence à donner des résultats tangibles, le Canada occupait le onzième rang. Ce programme, au cœur de la politique du gouvernement depuis 1984, est toujours en vigueur aujourd'hui.

Ce programme comprend des mesures de réduction du déficit, de déréglementation et de privatisation de plus de vingt sociétés d'État. Il prévoit également la modernisation et la simplification des lois canadiennes sur la propriété intellectuelle. Le programme inclut des mesures audacieuses et

novatrices destinées à fournir au Canada de nouveaux marchés, tel l'Accord de libre-échange avec les États-Unis ou encore l'initiative *Horizon : le monde*.

Le Programme de renouveau économique a-t-il donné les résultats escomptés ?

Et comment! Nous étions au onzième rang, en 1984, selon le classement présenté dans le *World Competitiveness Report*; en 1990, nous étions au cinquième rang.

Voilà de bien bonnes nouvelles, elles démontrent que nous sommes sur la bonne voie.

Mais une étude plus minutieuse du rapport révèle certaines faiblesses. Nous avons accompli d'importants progrès en établissant un cadre fiscal et réglementaire permettant l'expansion des entreprises. Mais d'autres importants défis doivent être relevés.

Selon le rapport, le Canada possède les atouts suivants : d'abondantes ressources naturelles, des sources d'énergie bon marché et d'excellents aéroports et autoroutes. Le système canadien des soins de santé est considéré comme le meilleur au monde.

Par contre, notre système scolaire ne vient qu'au onzième rang quant à sa pertinence par rapport aux besoins de l'économie.

L'orientation internationale du Canada ne vient qu'au seizième rang.

Nous sommes dix-septième au chapitre des sciences et de la technologie.

Nos programmes de formation en cours d'emploi ne viennent qu'au vingtième rang, soit le quatrième rang en commençant par la fin.

Que révèlent ces indicateurs ? Notre pays est devenu riche grâce à ses ressources naturelles, et il a utilisé sa prospérité pour établir une excellente infrastructure et offrir des services sociaux hors pair.

Mais le Canada n'a pas suffisamment réinvesti de sa richesse dans les connaissances, les sciences et la technologie.

Le gouvernement du Canada a cerné cinq domaines où nous devons déployer d'importants efforts au cours des prochaines années.

Permettez-moi de traiter de ces cinq domaines, et de soulever quelques questions. Je vous demanderai également de me donner votre avis.

La formation

En premier lieu, la formation.

Votre industrie a contribué à créer une demande en ce domaine. Vous avez aidé à créer des emplois « savants », qui exigent des compétences davantage spécialisées. Vous avez favorisé un milieu au sein duquel les compétences deviennent rapidement désuètes.

Au cours de la prochaine décennie, le diplôme d'études secondaires sera obligatoire pour occuper près des deux tiers des emplois créés.

Pendant la même période, les diplômés devront avoir plus de seize années de scolarité pour accéder à 40 p. 100 des emplois créés. Pourtant, en 1986, environ la moitié des travailleurs adultes n'avaient pas de diplôme d'études secondaires.

Le problème s'aggrave chaque année, quand quelque 30 p. 100 des élèves abandonnent leurs études. Bon nombre de ces derniers viennent s'ajouter aux 38 p. 100 d'adultes canadiens analphabètes.

Votre industrie a besoin d'employés compétents. Sa survie dépend de notre capacité d'établir une culture axée sur l'apprentissage du savoir. Au Canada comme dans d'autres pays, le défi qui se pose est non seulement d'instruire les jeunes, mais également de recycler les employés en place.

Et comment allez-vous tenir vos employés au courant des progrès réalisés au sein de l'industrie ?

La formation du personnel est devenue l'un des facteurs qui détermine la capacité d'une entreprise à soutenir la concurrence. Cependant, les Américains dépensent deux fois plus que nous à ce chapitre, et les Japonais, cinq fois plus que nous, et les Allemands, eux, huit fois plus!

L'accès à une main-d'œuvre spécialisée, à des technologues et à des ingénieurs chevronnés est une des préoccupations de l'industrie canadienne de l'aérospatiale.

Par le passé, l'industrie embauchait des techniciens compétents presque exclusivement en Europe. Aujourd'hui, la plupart d'entre eux approchent de la retraite et ils doivent être remplacés.

Dans une certaine mesure, votre industrie ne possède pas le système nécessaire pour former les techniciens et les ingénieurs

nouvellement diplômés qui assureront la relève. Certains signes semblent cependant indiquer que votre industrie s'efforce de remédier à ce problème, notamment au Québec.

Que pouvez-vous faire pour inciter un plus grand nombre de jeunes Canadiens à poursuivre des études en génie et dans des domaines techniques qui sont cruciaux pour l'avenir de votre industrie ?

Que peuvent faire les petites et moyennes entreprises dans votre industrie pour offrir à leurs employés une formation en cours d'emploi ?

Voilà quelques-unes des questions que le Canada doit se poser dans sa quête pour encourager la formation continue.

Les sciences et la technologie

Les sciences et la technologie sont le deuxième grand secteur dans lequel le Canada peut améliorer sa compétitivité.

Chacun ici présent sait combien la compétitivité du Canada au cours des prochaines années dépendra des sciences et de la technologie.

Le défi à relever à ce chapitre est double : d'une part, comment pouvons-nous accroître la recherche et développement qui s'effectue au Canada ? D'autre part, et non moins important, comment pouvons-nous améliorer la diffusion de la nouvelle technologie ?

L'aérospatiale est l'un des secteurs industriels où la R-D est la plus intensive. Au Canada, ce secteur consacre environ 10 p.

100 de son chiffre d'affaires à ce poste, ce qui représente plus du cinquième de l'ensemble de la R-D effectuée au Canada dans le secteur manufacturier.

Les autres secteurs industriels devraient suivre votre exemple. Cependant, ce pourcentage est plus faible que celui enregistré à ce chapitre en France et en Grande-Bretagne, par exemple. Aux États-Unis, ces entreprises investissent 17,5 p. 100 de leurs revenus dans la recherche et développement.

Comment allons-nous inciter l'industrie canadienne à accroître ses activités de R-D ? Comment pouvons-nous favoriser la communication entre les laboratoires universitaires de recherche, les laboratoires de l'État et ceux de l'industrie ?

La capacité de faire de la recherche et développement qui mènera à de nouvelles technologies, ainsi que la capacité d'utiliser ces dernières, constituent les éléments clés d'une stratégie concurrentielle.

Toutefois, le taux d'application des nouvelles technologies aux processus industriels n'est pas assez élevé dans ce pays, pour soutenir la concurrence.

Comment pouvons-nous aider les petites et moyennes entreprises de ce secteur à adopter rapidement les nouvelles techniques de fabrication et les nouveaux procédés ?

L'investissement

L'investissement est le troisième élément important qui permettra d'assurer la compétitivité de votre industrie.

De faibles coûts d'investissements peuvent pousser les entreprises à accepter une période d'amortissement plus longue, y compris dans le cas de l'investissement dans la R-D.

Que pouvons-nous faire pour faciliter l'accès aux capitaux d'investissement au Canada ?

Une partie de la solution consiste à contrôler les dépenses publiques. Sur les marchés financiers, nos entreprises font concurrence au gouvernement fédéral qui doit rembourser une dette nationale de 400 milliards de dollars - dette accumulée par des gouvernements qui croyaient atteindre la prospérité en accroissant les dépenses.

Le contrôle des dépenses est l'une des raisons principales pour lesquelles le gouvernement accorde une telle importance à la réduction du déficit. Nous sommes sur la bonne voie. Nos opérations actuelles ne sont pas déficitaires.

Cette année, notre excédent de fonctionnement se chiffrera à 12,7 milliards de dollars, comparativement au déficit de fonctionnement de 16 milliards dont nous avons hérité en 1984. Il s'agit d'une amélioration de 28,7 milliards de dollars. Notre déficit est dû exclusivement à l'intérêt sur la dette nationale. De fait, l'intérêt composé couru sur la dette dont nous avons hérité représente plus de 80 p. 100 de la dette contractée depuis 1984. L'an prochain, le déficit sera inférieur à 25 milliards pour la première fois en dix ans.

Le gouvernement fait de moins en moins appel aux marchés financiers. A long terme, cela devrait vous faciliter l'accès aux capitaux d'investissement.

Toutefois, qu'elles aient à affronter ou non la concurrence de la part du gouvernement, les sociétés du secteur de l'aérospatiale ont tout de même de la difficulté à obtenir des capitaux auprès des institutions financières.

La mise au point de nouveaux produits comporte des risques. Et il faut suffisamment de capitaux pour faire face aux risques liés au démarrage.

Par ailleurs, les marges de profit, en particulier dans l'industrie de l'aérospatiale civile, sont extrêmement minces.

Il est souvent difficile pour les entreprises de trouver des capitaux à l'interne ou d'obtenir des capitaux privés pour financer les activités coûteuses de mise au point de produits.

Que pouvons-nous faire pour familiariser le milieu financier, qui connaît déjà les risques de votre secteur, faire valoir vos forces et vos possibilités ?

Pour les investisseurs privés, votre secteur ne vient pas en tête de liste, car en raison du risque élevé qu'il présente et de la période assez longue des amortissements, ils peuvent trouver des occasions d'investissement plus alléchantes ailleurs.

A l'échelle internationale, la plupart des entreprises de ce secteur ont recours à l'aide du gouvernement sous une forme ou une autre.

Comment pouvons-nous utiliser l'investissement public dans votre industrie pour inciter d'autres parties à faire de même ?

Le marché intérieur

En quatrième lieu, le Canada doit accroître sa compétitivité sur son propre territoire.

Un marché où les consommateurs exigent ce qu'il y a de mieux et où les fournisseurs peuvent offrir ce qu'il y a de mieux.

Un marché où ni les consommateurs ni les fournisseurs ne sont gênés au chapitre de la propriété intellectuelle par des lois ou des règlements qui ne répondent plus aux exigences de l'intérêt général. Un marché qui n'est pas morcelé par des obstacles internes au commerce.

Que peut-on faire pour créer un climat favorable à vos entreprises ?

D'après les experts, il existerait environ 500 obstacles au commerce interprovincial au Canada. Nous devons faire tomber ces barrières. Elles coûtent à chaque Canadien près de 1 000 dollars par an et nos entreprises ne peuvent ainsi réaliser les économies d'échelle nécessaires pour soutenir la concurrence internationale.

Je travaille avec mes homologues provinciaux à l'élaboration de mesures qui feront du Canada, d'ici 1995, un marché unique, intégré - un marché qui pourrait faire économiser aux Canadiens jusqu'à six milliards de dollars par an.

Le commerce extérieur

Enfin, en cinquième lieu, le Canada pourrait accroître sa compétitivité en cherchant de nouveaux créneaux commerciaux à l'échelle internationale.

Votre industrie, dont 70 p. 100 des ventes sont effectués sur des marchés d'exportation, devrait servir d'exemple aux entreprises canadiennes.

Malgré la proximité des vastes marchés offerts par les États-Unis et la ceinture du Pacifique, beaucoup d'entreprises canadiennes ne peuvent s'y implanter. Les deux tiers au moins des 40 000 entreprises de fabrication canadiennes n'exportent pas du tout.

Les sociétés qui connaissent un certain succès se rendent compte que la publicité, à elle seule, ne permet pas de survivre dans le cadre de l'économie mondiale d'aujourd'hui. Elles savent que le succès à long terme sera fondé sur des partenariats stratégiques axés non seulement sur le commerce extérieur, mais également sur l'investissement et l'échange de technologie.

Que peut-on faire pour qu'un plus grand nombre d'entreprises profitent de l'expérience de ces sociétés prospères ?

Que peut faire le gouvernement fédéral pour aider vos entreprises à vendre à des étrangers ? Comment pouvons-nous fournir des renseignements commerciaux plus précis et sensibiliser l'intérêt pour des marchés particuliers ? Comment les entreprises peuvent-elles utiliser les réseaux mondiaux de commercialisation à meilleur escient ? Et le gouvernement pourrait-il faire davantage ?

J'attends vos commentaires à ce sujet.

Le Canada est un grand pays commerçant. Mais il va falloir tirer un meilleur parti des débouchés commerciaux pour le demeurer.

Et j'ai mentionné cinq domaines que le Canada pourrait faire valoir davantage pour mieux soutenir la concurrence sur le marché mondial.

Chacun d'eux - la formation, les sciences et la technologie, l'investissement, le marché intérieur et le commerce extérieur - a de l'importance. Aucun n'est vraiment révolutionnaire.

Ce qui est révolutionnaire, c'est le changement d'attitude nécessaire pour faire du Canada un pays plus productif et plus prospère. Nous devons penser en termes de coopération, de consultation et de partenariat. Nous devons planifier à long terme.

Il n'existe pas de solution miracle dans ces cinq domaines. Mais nous devons travailler ensemble à l'élaboration de solutions durables.

Et c'est pourquoi le gouvernement du Canada lancera sous peu l'Initiative de la prospérité, qui permettra aux Canadiens de se préparer ensemble pour relever le défi soulevé par l'économie mondiale.

Il est absolument indispensable que tous les Canadiens, à tous les niveaux de la société, participent à cette initiative.

Aujourd'hui, au cours de la journée, je rencontrerai les membres de votre conseil d'administration et je suis certain que cette réunion sera des plus utiles.

Les membres de votre association s'intéressent depuis longtemps à la technologie et à l'exportation. Quelles leçons en avez-vous tirées ?

N'oubliez pas que les entreprises elles-mêmes peuvent aussi apporter leur contribution. Ne laissez pas votre association faire tout le travail. Appuyez les propositions que feront aujourd'hui les administrateurs. Assurez-vous que vos entreprises participent à l'Initiative de la prospérité.

Nous voulons aussi connaître votre avis en tant que citoyens. Nous voulons connaître l'opinion de toute personne qui s'intéresse à la prospérité future du Canada - et cela nous concerne tous.

Le gouvernement rendra bientôt publics deux documents qui orienteront les discussions sur la façon d'accroître la prospérité du Canada.

Le premier, *Bien apprendre. . . bien vivre*, porte sur quelques-uns des défis à relever en matière d'éducation et de formation.

Le deuxième, *La compétitivité mène à la prospérité*, expose les problèmes propres aux cinq domaines que je viens de mentionner : la formation, les sciences et la technologie, l'investissement, le marché intérieur et le commerce extérieur.

Chacun de ces domaines a une incidence particulière sur le secteur de l'informatique dans son ensemble, et sur votre secteur en particulier.

Chacun mérite d'être examiné attentivement et nous oblige à nous interroger. Je vous invite à m'aider à cet égard et je souhaiterais que vous me posiez des questions sur ce qui vous touche en particulier.

Je voudrais que vous participiez à l'Initiative de la prospérité. Que devez-vous investir ? Vos talents, vos compétences, votre souci quant à l'avenir du Canada.

Ce dont il est vraiment question ici, ce n'est pas seulement la prospérité d'une économie. Au fond, ce qui est en jeu, c'est la survie d'un pays.

Certains prétendent que nous nous sommes trop longtemps préoccupés de questions constitutionnelles et qu'il est temps de retourner au travail.

Moi, je soutiens que la question constitutionnelle et celle de la prospérité n'en font qu'une.

Les Canadiens ont beaucoup à gagner au chapitre de notre prospérité. L'accroissement de notre compétitivité entraîne un niveau de vie plus élevé, ce qui, par la suite, nous permettra d'être une société sensible aux besoins des autres.

Une société qui peut appliquer les programmes sociaux que nous jugeons essentiels en tant que Canadiens.

Une société qui peut continuer d'encourager les arts et la culture, qui en retour nous aident à mieux comprendre notre identité.

Une société qui a les moyens et la volonté de faire de notre système d'enseignement et de la technologie quelque chose d'unique au monde. Permettez-moi de vous rappeler qu'une récente étude des Nations unies a révélé que le Canada était le deuxième pays que l'on choisirait comme son pays d'origine. A mon avis, nous savons tous, dans notre for intérieur, qu'il est le tout premier. Les programmes de la prospérité et de l'unité visent à concrétiser cette intuition.

Merci.